

RCS : SALON DE PROVENCE

Code greffe : 1304

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de SALON DE PROVENCE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 00116

Numéro SIREN : 521 067 165

Nom ou dénomination : EUROP ELEC ENGINEERING INTERNATIONAL

Ce dépôt a été enregistré le 29/01/2018 sous le numéro de dépôt 744

EUROP'ELEC ENGINEERING INTERNATIONAL (SAS 3EI)

Société par actions simplifiée

Au capital de 140.000 € (14.000 actions x 10 €)

Village d'Entreprises Saint Henri 2 - Rue Anne Gacon - Lot 8

13016 MARSEILLE

RCS Marseille 521.067.165 – 2011 B 03456

Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du premier janvier 2018

L'an deux mille dix- huit, le premier janvier à 19H30, au siège social de la SAS EUROP'ELEC, ZI – 5^{ème} Avenue – 06510 CARROS, les associés se sont réunis en assemblée générale extraordinaire sur convocation du Président, par lettre remise en main propre le 1-12-2017.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance. La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du Bureau ainsi constitué, permet de constater que les associés présents possèdent les 14.000 actions composant le capital social.

La **SAS EUROP'ELEC**, en sa qualité d'associé unique, propriétaire des 14.000 actions composant le capital de la SAS 3EI, est représentée par son Président Mr Claude CORDA,

Mr Patrice GULLINO, Président-non associé, préside l'assemblée.

Mr Claude CORDA, Directeur Général-non associé, fait office de secrétaire.

SA F.C.A, Commissaire aux comptes, représentée par Mr Jean-Philippe LUCCHESI, est absent et excusé.

L'assemblée déclarée régulièrement constituée peut délibérer de l'ordre du jour suivant :

- Transfert du siège social et modifications corrélatives des statuts
- Pouvoirs pour les formalités

Le Président dépose sur le bureau les documents suivants :

1. La copie des lettres de convocation,
2. La feuille de présence de l'assemblée,
3. Le rapport du Président

Puis il déclare que tous les documents réglementaires ont été tenus à la disposition des associés ou leur ont été adressés dans les 15 jours précédant cette réunion. L'assemblée lui en donne acte à l'unanimité et après un court échange de vues sur la motivation du transfert du siège social de l'entreprise, les résolutions suivantes sont mises aux voix.

**CERTIFIE CONFORME
A L'ORIGINAL**

Première résolution

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du président, décide de transférer le siège social :

- primitivement fixé à Rue Anne Gacon lot 8 Village d'entreprises Saint Henri 2 -13016 MARSEILLE (siège actuel)
- Au*
- 82 Avenue de l'europe L'ANJOLY 13127 VITROLLES (nouvelle adresse)

à compter de ce jour

Cette résolution est adoptée par l'associé unique

Deuxième résolution

En conséquence de ce transfert, l'associé unique décide de modifier la rédaction de l'article 4 des statuts de la façon suivante :

Article 4 - Siège social- Succursales

Le siège social est fixé : 82 Avenue de l'Europe L'ANJOLY 13127 VITROLLES

Le reste du texte de l'article est inchangé.

Cette résolution est adoptée par l'associé unique

Troisième résolution

L'assemblée confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité afférentes aux résolutions ci-dessus adoptées.

Cette résolution est adoptée par l'associé unique

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, pour servir et valoir ce que de droit.

L'associé unique

**CERTIFIE CONFORME
A L'ORIGINAL**

EUROP'ELEC ENGINEERING INTERNATIONAL
Village des Entreprises St Henri 2
Rue Anne Gacon Lot n°8
13016 MARSEILLE
Tél. 04 91 45 22 82 - Fax. 04 91 09 00 42
Capital 140 000 € - Siret : 521 067 165 00022



ASSOCIÉ UNIQUE

EUROP'ELEC ENGINEERING INTERNATIONAL

EUROP'ELEC ENGINEERING INTERNATIONAL (SAS 3EI)

Déclaration des sièges sociaux antérieurs prévue à l'article R. 123-110 du Code de commerce

Le soussigné

MONSIEUR PATRICE GULLINO

Agissant en qualité de Président de la société EUROP' ELEC ENGINEERING INTERNATIONAL « 3EI » Société par actions simplifiée, au capital de 140 000 euros, immatriculée au RCS de MARSEILLE, sous le numéro 521 067 165

Déclare, conformément aux prescriptions de l'article R. 123-110 du Code de commerce :

Que les sièges sociaux antérieurs de la société EUROP'ELEC ENGINEERING INTERNATIONAL (3 EI) ont été les suivants :

Liste des sièges sociaux antérieurs

Siège social établi lors de la constitution de société au 11-10-2011

2 Rue de Vienne ZI Les Estoublans 13 127 VITROLLES

Immatriculation au greffe du tribunal de commerce de : SALON DE PROVENCE

Date de début et date de fin : 16-03-2010 AU 10-10-2011

Siège social transféré

2° Rue Anne Gacon Lot 8 Village d'entreprises Saint Henri 2 -13016 MARSEILLE

Immatriculation au greffe du tribunal de commerce de : MARSEILLE

Date de début et date de fin : 11-10-2011 AU 31-12-2017

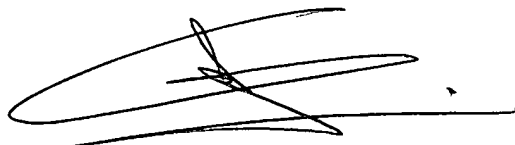
3° 82 Avenue de l'Europe L'ANJOLY 13127 VITROLLES

A compter du premier janvier 2018

Greffe compétent SALON DE PROVENCE

Fait à L'ANJOLY VITROLLES

Le premier janvier 2018



EUROP'ELEC ENGINEERING INTERNATIONAL (SAS 3EI)

Société par actions simplifiée

Au capital de 140.000 € (14.000 actions x 10 €)

82 Avenue de l'Europe L'ANJOLY

13127 VITROLLES

N° RCS 521.067.165

STATUTS MIS A JOUR

- 21-02-2010 Statuts d'origine
- 31-12-2010 Changement de date de clôture au 31-12-2011
- 31-12-2010 Démission du Président
- 10-04-2011 Cession de 6 700 actions
- 12-09-2011 Transfert du siège social
- 31-10-2011 Cession de 300actions
- 20-12-2011 Démission Directeur Général
- 01-01-2018 Transfert du siège social

ASSOCIE UNIQUE

SAS EUROP'ELEC

ZI 5^{ème} Avenue – 06514 CARROS

RCS GRASSE 384 342 342 (207 B 00338)

Représentée par son Président Monsieur Claude CORDA

Propriétaire de 14 000 actions

**CERTIFIE CONFORME
A L'ORIGINAL**



INDEX

Page 3	Premiers associés
Article 1	Forme
Article 2	Dénomination
Article 3	Objet
Article 4	Siège social - Succursales
Article 5	Durée - Année sociale
Article 6	Apports
Article 7	Récapitulation des apports
Article 8	Versements en compte courant
Article 9	Augmentation du capital social
Article 10	Libération des actions
Article 11	Réduction du capital social
Article 12	Forme des actions
Article 13	Indivisibilité des actions
Article 14	Cession et transmission des actions
Article 15	Préemption
Article 16	Exclusion d'un associé
Article 17	Changement de contrôle d'un associé
Article 18	Droits et obligations attachés aux actions
Article 19	Président
Article 20	Pouvoirs du président
Article 21	Autres dirigeants
Article 22	Rémunération des dirigeants
Article 23	Conventions
Article 24	Représentation sociale
Article 25	Commissaire aux comptes
Article 26	Directeurs généraux et Directeurs généraux délégués
Article 27	Décisions devant être prises collectivement
Article 28	Forme des décisions
Article 29	Consultation écrite
Article 30	Acte sous seing privé
Article 31	Assemblée générale
Article 32	Droit de communication des associés
Article 33	Quorum - Vote
Article 34	Exercice social
Article 35	Inventaire - Comptes annuels
Article 36	Affectation et répartition des bénéfices
Article 37	Mise en paiement des dividendes
Article 38	Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social
Article 39	Transformation
Article 40	Fusion - Scission
Article 41	Dissolution - Liquidation
Article 42	Contestations
Article 43	Nomination du Président
Article 44	Nomination du Directeur général
Article 45	Nomination des Commissaires aux comptes
Article 46	Jouissance de la personnalité morale & Immatriculation au RCS
Article 47	Publicité - Pouvoirs

PREMIERS ASSOCIES

1. **SAS EUROP ELEC**
ZI 5^{ème} Avenue - 06514 CARROS
RCS GRASSE 384 342 342 (207 B 00338)
Représentée par Mr Claude CORDA dûment habilité par AGE du 16.12.2009

2. **Mr Claude GIUDICE,**
Né le 24 juin 1957 – Français - Divorcé
Demeurant 268 Chemin du Collet Blanc - 13119 SAINT SAVOURNIN

3. **Mr Stéphane PETION**
Né le 30 janvier 1968 – Français – Divorcé
Demeurant 8 Quartier du Puy – Chemin du Terne - 83440 TOURRETTES

4. **SARL BAT**
36 Rue du Docteur Carrez - 69440 MORMANT
RCS LYON 440 050 359 (2001 B 03709)
Représentée par Mr Bruno ALZINA dûment habilité par AGE du 21 12.2009

5. **Mr Anthony GIUDICE**
Né le 22 juin 1982 – Français
Demeurant 226 Chemin du Collet Blanc - 13119 SAINT SAVOURNIN
Marié sous le régime de la communauté à Mme Isabelle PINHEIRO laquelle a
souscrit une déclaration en vertu de l'article 1832-2 du Code civil aux termes
de laquelle elle reconnaît avoir été informée de l'apport effectué par son
époux et renonce à invoquer la qualité d'associée de la SAS 3EI

6. **Mr Régis ROGLIANO**
Né le 28 janvier 1971, Français
Demeurant 21 Clos de Clarestier - 13700 MARIGNANE
Marié sous le régime de la communauté à Mme Véronique GIRARD laquelle a
souscrit une déclaration en vertu de l'article 1832-2 du Code civil aux termes
de laquelle elle reconnaît avoir été informée de l'apport effectué par son
époux et renonce à invoquer la qualité d'associée de la SAS 3EI

Les soussignés sont donc convenus de constituer la présente Société à laquelle ils apporteront diverses sommes en numéraire ainsi que leur savoir-faire technique. Ceci exposé, les soussignés ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société par actions simplifiée devant exister entre eux.

TITRE I – FORME – DÉNOMINATION – OBJET – SIÈGE – DURÉE

Article 1 – Forme

Il existe, entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une Société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par le Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 – Dénomination

La dénomination sociale est **EUROP ELEC ENGINEERING INTERNATIONAL "3EI"**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « *Société par actions simplifiée* » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 – Objet

La Société a pour objet, en France et dans tous pays la réalisation dans le secteur de

L'Industrie, Bâtiment, Nucléaire Conception et Etude de projet, supervision, et réalisation de travaux d'installations électriques courant fort et courant faible sur tous secteurs géographiques, et toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en faciliter l'extension ou le développement.

L'Exportation Vente, conception et étude d'engineering, supervision, négoce, installation de travaux liés aux industries et le bâtiment, dans le domaine du génie électrique, mécanique, hydraulique, médical et génie civil.

Toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en faciliter l'extension ou le développement, se rapportant notamment à

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ,
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ,
- la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ,
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Article 4 – Siège social – Succursales

Le siège social est fixé : 82 avenue de l'Europe L'ANJOLY 13127 VITROLLES

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou à tout autre endroit, par une simple décision du Président, sous réserve de ratification de cette décision par les associés à la majorité prévue à l'article 34 des présents statuts.

Article 5 – Durée – Année sociale

1. La durée de la Société est de **99 années** à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.
2. L'assemblée générale extraordinaire du 31.12.2010 a pris acte de la modification de la **date de clôture du premier exercice au 31.12.2011** et que par exception celui-ci comportera 22 mois.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

TITRE II – APPORTS – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

Article 6 – Apports

Toutes les actions d'origines formant le capital initial représentent des apports de numéraire et sont libérées de leur valeur nominale ainsi qu'il résulte du certificat de l'identification de la banque dépositaire des fonds (Société Générale) dépositaire des fonds établi, sur la présentation de la liste des associés mentionnant les sommes versées par chacun d'eux, certifiée sincère et véritable par le représentant des associés fondateurs.

La somme totale de 140.000 € versée par les associés, a été déposée au crédit d'un compte ouvert par la banque SOCIETE GENERALE à MARTIGUES, au nom de la Sté en formation.

Article 7 – Récapitulation des apports

Les apports effectués à la société, en numéraires, s'élèvent à

• SAS EUROP'ELEC représentée			
Par Mr Claude CORDA	7.000 actions		70 000 €
• Mr Claude GIUDICE	3.300 actions	33.000 €
• Mr Stéphane PETION	1.500 actions	...	15.000 €
• SARL BAT représentée			
Par Mr Bruno ALZINA ..	1.250 actions	...	12.500 €
• Mr Anthony GIUDICE	850 actions	...	8.500 €
• Mr Régis ROGLIANO ...	100 actions		1.000 €
• Total	...14.000 actions		140.000 €

Total des apports correspondant au capital social de la société soit : 140.000 € répartis en 14.000 actions de 10 € chacune.

Article 8 – Versements en compte courant

Chacun des associés s'engage expressément à effectuer des versements en compte courant à première demande du Président formulée par tous moyens et dans les 7 jours suivant cette demande, dans la limite de 10 000 € par associé. Les demandes de versements supérieures à cette somme feront l'objet d'une consultation écrite.

Article 9 – Augmentation du capital social

Les opérations d'augmentation de capital doivent être réalisées selon les règles applicables aux Sociétés Anonymes.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel. La collectivité des associés peut également décider la suppression de ce droit.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux associés, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, appartient au nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, la collectivité des associés statue aux conditions de *quorum* et de majorité prévues à l'article 34 des statuts.

La collectivité des associés peut déléguer au Président de la Société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

Article 10 – Libération des actions

Toutes les actions d'origine formant le capital initial et représentant des apports en numéraire doivent être obligatoirement libérées de l'intégralité de leur valeur nominale lors de leur souscription.

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans, soit à compter du jour de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit, en cas d'augmentation de capital, à compter du jour où celle-ci est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 11 – Réduction du capital social

La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en Société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la Société. Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 12 – Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Ces comptes individuels peuvent être des comptes « nominatifs purs » ou des comptes « nominatifs administrés » au choix de l'associé.

Article 13 – Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions collectives relatives à l'affectation des bénéfices de la Société où il appartient à l'usufruitier.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions.

Dans tous les cas, le nu-propiétaire peut participer aux décisions collectives même à celles pour lesquelles il ne jouit pas du droit de vote.

Article 14 – Cession et transmission des actions

Actions ordinaires

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

Article 15 – Préemption

La cession d'actions à un tiers ou au profit d'associés est soumise au droit de préemption des associés défini ci-après.

Le cédant doit notifier son projet de cession au Président de la Société en indiquant l'identification du cessionnaire (nom, domicile, ou dénomination, siège social, capital, R.C.S., composition des organes de Direction et d'administration, identité des associés), le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Le Président notifiera ce projet dans le délai d'un mois aux autres associés, individuellement, qui disposeront d'un délai d'un mois pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Dans le cas où les offres d'achat ne seraient pas proportionnelles au nombre d'actions déjà détenues par les acquéreurs, le Président pourra procéder à la répartition des actions à acquérir, en fonction des offres reçues. Si les offres n'ont pas absorbé la totalité des actions proposées à la vente, le Président pourra les proposer à tous associés de son choix ou les faire racheter par la Société qui devra les céder dans un délai de six mois ou les annuler

A défaut d'accord entre les parties sur la détermination du prix, celui-ci sera fixé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, même aux adjudications publiques en vertu d'une Ordonnance de Justice ou autrement.

En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est soumise aux dispositions du présent article.

La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit faire l'objet d'une préemption dans les conditions ci-dessus définies. Toute cession réalisée en violation des clauses ci-dessus est nulle.

Article 16 – Exclusion d'un associé

Tout associé pourra être exclu de la Société par décision collective prise à la majorité de $\frac{3}{4}$ des autres associés dans les cas suivants

- Changement de contrôle d'un associé personne morale, redressement ou liquidation judiciaires, condamnation pénale, activité directement concurrente, perte d'un agrément ou d'un référencement, départ du dirigeant ou sortie de l'associé majoritaire d'une Société associée.

Chaque associé s'oblige à informer sans délai le Président de la Société de la survenance de tout événement susceptible d'entraîner son exclusion. Dans le délai de 15 jours, le Président consultera les associés et les invitera à se prononcer collectivement sur l'exclusion de l'associé concerné dans les conditions fixées à l'article 30, l'associé concerné sera appelé à formuler ses observations sur la mesure envisagée et pourra prendre part à la décision. La décision des associés lui sera notifiée dans le délai de 15 jours par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La décision d'exclusion entraîne pour l'associé exclu l'obligation de céder ses actions et pour les autres associés l'obligation de les racheter. Ce rachat devra intervenir dans le délai de 6 mois suivant la décision d'exclusion.

A défaut d'accord amiable sur la répartition entre eux desdites actions, elle sera effectuée en proportion de leur participation au capital de la Société.

Si les offres n'ont pas absorbé la totalité des actions à acheter, le Président pourra les faire racheter pour toute personne qu'il désignera, en fonction des demandes reçues ou pourra les faire racheter par la Société qui devra les céder dans le délai de six mois ou les annuler. La cession des actions de l'associé exclu pourra être régularisée, en cas de résistance de celui-ci, par le Président de la Société sur sa seule signature.

Article 17– Changement de contrôle d'un associé

Tous les associés, personnes morales, ont annexé aux présents statuts une note contenant les informations sur le montant de leur capital, sa répartition ainsi que l'identité de leurs associés ou actionnaires et tous éléments juridiques permettant de déterminer l'associé ou actionnaire ou le Groupe d'associés ou actionnaires détenant le contrôle de la personne morale.

Toute modification de l'une ou l'autre de ces données devra être notifiée par l'associé concerné, au Président de la Société, dans le délai de un mois. Le Président disposera alors d'un délai de un mois pour consulter les associés en vue de l'exclusion éventuelle dudit associé qui pourra être prononcée à la majorité des autres associés.

Si l'exclusion est prononcée, l'associé concerné en sera avisé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception par le Président, dans le délai de un mois.

La décision d'exclusion entraîne pour l'associé exclu l'obligation de céder ses actions et pour les autres associés l'obligation de les racheter. Ce rachat devra intervenir dans le délai de 6 mois suivant la décision d'exclusion.

A défaut d'accord amiable sur la répartition entre eux desdites actions, elle sera effectuée en proportion de leur participation au capital de la Société. Si les offres n'ont pas absorbé la totalité des actions à acheter, le Président pourra les faire racheter pour toute personne qu'il désignera, en fonction des demandes reçues ou pourra les faire racheter par la Société qui devra les céder dans le délai de six mois ou les annuler.

La cession des actions de l'associé exclu pourra être régularisée, en cas de résistance de celui-ci, par le Président de la Société sur sa seule signature.

Article 18 – Droits et obligations attachés aux actions

1 – Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à la part fixée par les présents statuts et donne droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 – Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe, sauf disposition contraire des statuts.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts. La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.

3 – Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

Article 19 – Président

La Société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale, pouvant être choisi parmi ou en dehors des associés.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par la collectivité des associés statuant à la majorité simple qui peut le révoquer à tout moment dans les mêmes conditions. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, le dirigeant de ladite personne morale est soumis aux mêmes conditions et obligations et encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était Président en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il dirige.

Article 20 – Pouvoirs du Président

1 – Le Président assume, sous sa responsabilité, la Direction de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Les décisions des associés limitant ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

A titre de mesure d'ordre interne non opposable aux tiers, le Président devra être spécialement habilité par l'assemblée générale ordinaire des associés pour

- Céder ou acquérir un immeuble ou un fonds de commerce appartenant à la société,
- Grever un actif de la société mobilier ou immobilier d'une garantie ou d'un privilège,
- Mettre en œuvre une procédure de licenciement économique collective;

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

2 – Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

Article 21 – Autres dirigeants

Sur la proposition du Président, l'Assemblée peut nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales, dont il fixera les pouvoirs.

Ces dirigeants sont révocables à tout moment par l'Assemblée sur la proposition du Président, en cas de démission ou de révocation de celui-ci, ils conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Article 22 – Rémunération des dirigeants

La rémunération du Président ainsi que celle des autres dirigeants est déterminée par l'Assemblée. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

Article 23 – Conventions

Les conventions définies à l'article L. 227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par ledit article.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux Comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

Article 24 – Représentation sociale

Les Délégués du Comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent leur mandat auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Article 25 – Commissaires aux Comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés par l'assemblée et rempliront leur mission de contrôle conformément à la loi.

Article 26 – Directeurs Généraux et Directeurs Généraux délégués

L'Assemblée peut nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou morales dont elle déterminera les pouvoirs et la durée du mandat.

Ils seront désignés et révoqués par les associés dans les mêmes conditions que le président. Ils seront sous la dépendance et l'autorité du président.

Conjointement avec le Président, les Directeurs Généraux assument, sous leur responsabilité, la direction de la Société. Ils la représentent dans leurs rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Les décisions des associés limitant leurs pouvoirs sont inopposables aux tiers.

En cas de démission du Président ou de révocation de celui-ci, les Directeurs Généraux et Directeurs Généraux délégués conserveront leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

TITRE IV – DÉCISIONS COLLECTIVES

Article 27 – Décisions devant être prises collectivement

Outre les décisions qui doivent être prises à l'unanimité des associés et qui concernent la modification ou l'adoption des clauses statutaires relatives à

- l'inaliénabilité des actions ,
- l'agrément préalable de la Société pour toutes cessions d'actions ,

- l'augmentation des engagements des associés.
- la suspension des droits de vote et l'exclusion d'un associé ou la cession forcée de ses actions que ce soit consécutivement ou non au changement de contrôle d'une personne morale ,

Toutes décisions entraînant la modification des statuts devront être décidées par la collectivité des associés dans les conditions fixées par l'article 34 des présents statuts. Relèvent également de la compétence de la collectivité des associés

- l'augmentation, la réduction et l'amortissement du capital ,
- la fusion, la scission ou l'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ,
- la dissolution de la Société et la transformation en une Société d'une autre forme ,
- la nomination des Commissaires aux Comptes ,
- l'approbation des comptes annuels ,
- la nomination, la révocation des dirigeants ainsi que leur rémunération ,
- l'émission d'obligations ,

Article 28 – Forme des décisions

Les décisions collectives des associés sont au choix du Président, prises en Assemblée Générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite. Toutefois, les décisions suivantes devront être prises en Assemblée Générale les décisions. Visées à l'article précédent.

Article 29 – Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions, proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre un vote par écrit.

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Article 30 – Acte sous seing privé

Les décisions collectives autres que celles nécessitant la réunion d'une Assemblée Générale peuvent également résulter d'un acte sous seing privé par tous les associés.

Dans le cas où l'issue du vote est connue à l'avance et qu'il est unanime, il est préférable de recourir à la signature d'un acte sous seing privé, procédure souple et rapide.

Article 31 – Assemblée Générale

1- Convocation

L'Assemblée Générale est convoquée, soit par le *Président* soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant 25 % au moins du capital. Elle peut également être convoquée par le Commissaire aux Comptes. Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le ou les liquidateurs. L'Assemblée Générale est réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite un mois avant la date de l'Assemblée, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque associé, soit par un avis inséré dans un Journal d'annonces légales du département du siège social, soit par télécopie, soit par e-mail ou par tous moyens permettant d'établir la preuve de la convocation.

2- Ordre du jour

L'ordre du jour de l'Assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation. Un ou plusieurs associés, représentant au moins 25 % du capital social et agissant dans le délai de 3 jours suivant la convocation, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication visés ci-dessus. L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants et procéder à leur remplacement.

3- Admission aux Assemblées – Pouvoirs

Tout associé a le droit de participer aux Assemblées Générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom. Un associé peut se faire représenter par un autre associé ou toute autre personne justifiant d'un mandat.

4- Tenue de l'Assemblée – Bureau – Procès-verbaux

Si le Président recourt au mode de consultation des associés en Assemblée Générale, celle-ci peut être réunie par visioconférence, téléconférence ou par tout moyen moderne de communication. Les modes de convocation doivent également faciliter la réunion mais l'auteur de la convocation devra être en mesure d'apporter la preuve de la convocation. Une feuille de présence est émarginée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire.

Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée. L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un dirigeant spécialement délégué à cet effet par l'Assemblée, ou par l'auteur de la convocation. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président. L'Assemblée désigne un Secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire et établis sur un registre spécial. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par l'un des deux.

Article 32 – Droit de communication des associés

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement, sur la gestion et le contrôle de la Société.

Article 33 – Quorum – Vote

1 – Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi ou des présents statuts.

2 – Chaque action donne droit à une voix. Toutes décisions collectives entraînant modification des présents statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi, seront prises à la majorité des ¾ des associés. Les autres seront prises à la majorité relative de plus de la moitié des voix.



Article 34 – Exercice social

L'année sociale est définie à l'article 5.

Article 35 – Inventaire – Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux articles L. 123-12 et suivants du Code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi. Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du Groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Article 36 – Affectation et répartition des bénéfices

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que les associés décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital.

La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle, en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Chacune des actions donnera droit au même dividende.

Article 37 – Mise en paiement des dividendes

La collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par la collectivité des associés.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de Justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite, s'il y a lieu, des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice.

Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 38 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de la collectivité des associés doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement. Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 39 – Transformation

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, aux conditions de quorum et de majorité ci-avant fixées sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en Nom Collectif nécessite l'accord de tous les associés, En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en Société en Commandite Simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés devenant associés commandités.

La transformation en Société à Responsabilité Limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des Sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

Article 40 – Fusion-scission

La collectivité des associés peut décider de la fusion de la Société, soit par absorption de celle-ci par une autre Société, soit par absorption d'une autre Société, soit par création d'une Société nouvelle.

Elle peut également décider de la scission de la Société au profit de Sociétés existantes, par création de Sociétés nouvelles.

Article 41 – Dissolution – Liquidation

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts. Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective des associés.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible. La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après le remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

TITRE VI - CONTESTATIONS

Article 42 – Contestations

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, le Président et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires sont soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de manière que le Tribunal arbitral soit constitué en nombre impair

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre.

Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les Tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.

TITRE VII - CONSTITUTION DE LA SOCIETE

Article 43 – Nomination du Président

L'assemblée générale extraordinaire du 31.12.2010 a pris acte de la démission à compter de ce jour, de Mr Patrick DIAS de ses fonctions de Président et décidé qu'il n'y aurait plus lieu de nommer les futurs présidents dans les statuts.

Article 44 – Nomination du Directeur Général

L'assemblée générale mixte du 20.12.2011 a pris acte de la démission de Mr Frédéric CATENACCI de ses fonctions de Directeur général et décidé qu'il n'y aurait plus lieu de nommer les futurs directeurs généraux dans les statuts.

Le directeur général sera sous la dépendance et l'autorité du président. La nomination et la révocation du directeur général seront soumises aux mêmes conditions et procédures que celle du président. Il devra apporter ses compétences et son savoir dans le développement de la société.

Article 45 – Nomination des Commissaires aux Comptes

La Loi de modernisation de l'économie (04.08.2008, n°2008-776, Art. 59) a supprimé l'obligation pour les sociétés par actions simplifiée ou SAS d'avoir un commissaire aux comptes.

Un décret devait préciser les seuils à partir desquels le commissaire aux comptes restait obligatoire (Décret n° 2009-234 du 25 février 2009 paru au journal officiel du 27 février 2009 NOR JUSC0826395D).

Les SAS doivent encore avoir un commissaire aux comptes si elles dépassent deux des trois seuils suivants

- ▶ Un total du bilan supérieur à 1.000.000 euros,
- ▶ Un montant hors taxe du chiffre d'affaires supérieur à 2.000.000 euros
- ▶ Ou un nombre moyen de salariés permanents employés au cours de l'exercice supérieur à vingt.

Il sera désigné un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant au cas où l'un de seuils susvisés serait atteint en cours de la vie sociale.

Cependant, la société étant contrôlée au sens de l'article L.233-16 du code de commerce par une autre société, la nomination d'un commissaire aux comptes et d'un commissaire aux comptes suppléant devient obligatoire.

Sont nommés par les présents statuts les commissaires aux comptes suivants

Titulaire Mr Robert CADOPPI – 6 Avenue Bardi – 06100 NICE.

Suppléant Mr Christian ISOARDO – 201 Ave Ste-Marguerite – 06200 NICE.

Article 46 – Jouissance de la personnalité morale – Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

1 – La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

2 – L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'entre eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la Société lorsque celle-ci, aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés. Cet état a été en outre tenu à la disposition des associés dans les délais légaux à l'adresse prévue du siège social.

En outre, les associés donnent mandat au Président de prendre pour le compte de la Société les engagements suivants

Contrôler, gérer, innover, développer la société en création.

Ces engagements seront également repris par la Société par le fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

3 – Le Président de la Société est, par ailleurs, expressément habilité, dès sa nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la Société, les actes et engagements entrant dans ses pouvoirs statutaires et légaux.

Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits, dès l'origine, par la Société, après vérification par la collectivité des associés, postérieurement à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 47 – Publicité – Pouvoirs

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence du Président qui est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un Journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Modification le 20-12-2011

Dernière modification intervenue le 01-01-2018

Patrice GULLINO
Président

EUROP'ELEC ENGINEERING INTERNATIONAL
Village des Entreprises St Henri 2
Rue Anne Gacon Lot n°8
13016 MARSEILLE
Tél. 04 91 45 22 82 - Fax. 04 91 09 00 42
Capital 140 000 € - Siret : 521 067 165 00022

CERTIFIE CONFORME
A L'ORIGINAL

